

Théorie Transdisciplinaire de l'Entreprise

ARTICLE | 25 Juin, 2021 | par

Garry Jacobs

*Président et chef de la direction, Académie mondiale des arts et des sciences ;
PDG et président du conseil d'administration, World University Consortium ;*

Membre international, Club de Rome ;

Président, The Mother's Service Society, Pondichéry, Inde.

Table des matières

Résumé.....	2
1. Origines de l'entreprise	2
2. Théorie juridique de l'entreprise aux États-Unis.....	3
3. Théorie en sciences sociales.....	5
4. Nature sociale de l'entreprise	8
5. Macrocosme social et microcosme individuel	11
6. Statut intermédiaire de l'entreprise.....	12
7. Finalité de l'entreprise	14
8. La « valeur » dans un contexte social.....	16
9. Argent, valeur et pouvoir social	18
10. Conclusion	19

Résumé

Il est impératif de reconceptualiser le rôle de l'entreprise dans la société moderne sur la base d'une perspective holistique, afin de corriger :

- les déséquilibres et les excès générés par une conception trop étroite de sa raison d'être,
- et les insuffisances de la théorie actuelle,

pour expliquer et révéler le processus implicite par lequel les entreprises, les parties prenantes et la société dans son ensemble se développent, grandissent, et évoluent de manière synergique, se renforçant mutuellement et de manière bénéfique.

Le concept de l'entreprise en tant qu'entité indépendante distincte s'efforçant de maximiser ses propres avantages individuels, en concurrence avec d'autres entreprises, doit être remplacé par une conception de l'entreprise, - en tant qu'élément nodal d'un système commercial global et d'une organisation sociale conçus pour offrir un maximum d'avantages à la société dans son ensemble, et pour répartir ces avantages rationnellement pour le bien-être de tous.

Le concept d'efficacité étroitement défini en termes de valeur actionnariale doit être remplacé par le concept d'efficacité défini au sens large comme la valeur totale générée pour toutes les parties prenantes et la société dans son ensemble.

Le rôle unique de l'entreprise en tant qu'agent de libre expression de l'initiative individuelle, de l'innovation et de la créativité ne peut être préservé et renforcé que dans un environnement commercial, réglementaire et social qui préserve le bien-être de la collectivité, tout en offrant un maximum de possibilités de choix et d'action individuels.

Cet article :

- considère l'entreprise du point de vue d'une science transdisciplinaire intégrée de la société,
- examine la relation entre l'entreprise individuelle, le monde des affaires et la société au sens large,
- et tient compte du concept de valeur du point de vue de l'impact et des avantages globaux sur la société et le bien-être humain.

1. Origines de l'entreprise

Les racines de l'entreprise moderne remontent loin dans le passé, un passé qui en dit long sur les origines de la corporation et sa nature socio-économique inhérente.

La « société », comme on l'appelle aujourd'hui, s'est d'abord développée dans l'Italie médiévale, où des particuliers ont mis en commun des capitaux et les ont investis conjointement en établissant un partenariat permanent.

- Au début, cet arrangement, qui n'incluait que les membres d'une même famille, plus tard a été étendu à d'autres.

La première mention connue d'un tel partenariat a été faite par un groupe de marchands de Gênes au 12^e siècle (« The Genoa Connection », 2009).

- La forme de société connue sous le nom de « corporation » est née dans l'Angleterre médiévale. Les premières corporations ont été établies par l'émission d'une charte royale par la couronne britannique. Les corporations originales étaient des organismes sans but lucratif tels que des universités, des écoles, des églises, des hôpitaux, etc. (Woodland, 2014).
Si les actes de la corporation violaient les termes de sa charte, le tribunal avait le pouvoir de déclarer les actes incriminés illégaux. Le profit n'était pas légal en vertu de ces premières chartes.

Cela a changé avec la reconstitution de la Compagnie des Indes orientales en 1612. La charte de la Compagnie des Indes Orientales (CIO) répartissait la responsabilité de la société entre les actionnaires, et la limitait au capital total mis en commun par l'entreprise.

Dans l'octroi de chartes et de droits aux entreprises en tant que personne morale, les demandeurs étaient connus pour offrir des avantages monétaires, et autres, aux agents publics ou à la Couronne elle-même afin d'obtenir des pouvoirs monopolistiques (Hodgson, 2002).

Cet article examine la théorie de l'entreprise du point de vue de la société, et cherche une théorie cohérente avec les principes fondamentaux de la réalité sociale.

Il considère l'entreprise du point de vue d'une science transdisciplinaire intégrée de la société. Il examine la relation entre l'entreprise individuelle, le monde des affaires et la société au sens large, et considère le concept de valeur du point de vue de son impact social et de son bénéfice global pour le bien-être humain.

⇒ Cf. Texte repris plus loin.

Adam Smith est devenu un critique virulent du système mercantile qui a profité au gouvernement et à certaines entreprises nationales aux dépens du grand public, en imposant des barrières tarifaires élevées sur les produits étrangers, augmentant ainsi les prix intérieurs pour les consommateurs.

C'était peut-être la principale raison pour laquelle il défendait la « main invisible » comme mécanisme impartial et impersonnel pour prévenir les préjugés et la collusion entre le gouvernement et les grandes entreprises.

Son intention n'était pas de libérer les entreprises de la réglementation, mais plutôt de libérer le grand public de la situation de victime des fonctionnaires en quête de rente et des entreprises influentes.

Son objectif était de promouvoir l'intérêt public plutôt que de maximiser le profit privé. Smith (1827, p. 107) dit :

L'intérêt des marchands, cependant, dans une branche particulière du commerce ou d'articles manufacturés, est toujours à certains égards différent et même opposé à celui du public.

Élargir le marché et réduire la concurrence, c'est toujours dans l'intérêt des marchands...

La proposition de toute nouvelle loi ou réglementation du commerce qui découle de cet ordre, doit toujours être écoutée avec une grande précaution, et ne doit jamais être adoptée avant d'avoir été longuement et soigneusement examinée, non seulement avec grande attention - la plus scrupuleuse mais aussi la plus méfiante.

Elle vient d'un ordre d'hommes, dont l'intérêt n'est jamais exactement le même que celui du public, qui tirent généralement avantage à tromper et même à opprimer le public, et, en conséquence, en de nombreuses occasions, l'ont à la fois trompé et opprimé.

2. Théorie juridique de l'entreprise aux États-Unis

À l'époque coloniale, les sociétés britanniques ont été agréées par la Couronne pour faire des affaires en Amérique du Nord, et la pratique s'est poursuivie au début des États-Unis, tant au niveau des États qu'au niveau fédéral.

Ces sociétés se voyaient souvent accorder des monopoles par charte. À la fin du 18^e siècle et au début du 19^e, les corporations ont commencé à être constituées en plus grand nombre par les États - en vertu de lois générales permettant leur constitution à l'initiative des citoyens, plutôt que par des actes spécifiques de la législature.

En 1886, dans l'affaire *Santa Clara County v. Southern Pacific Railroad Co.*, la Cour suprême des États-Unis a reconnu la corporation comme une « personne physique » en vertu de la loi avec au moins certains des droits des autres citoyens, à l'exception de ceux spécifiquement interdits.

Cela comprenait la protection en vertu du 14^e amendement de la Constitution, « aucun État ne peut priver une personne de la vie, de la liberté ou de la propriété ».

La décision a servi de base juridique initiale pour défendre le capitalisme incontrôlé, les limites à la réglementation des entreprises, y compris leur énorme influence financière sur les processus politiques (New Internationalist, 2002).

Le jugement de 1886 et les interprétations et ajustements ultérieurs restent des questions très controversées pour le débat juridique, même aujourd'hui. Il convient de noter que la position juridique américaine est une exception au droit mondial en vigueur sur cette question.

Le droit est l'une des constructions fondamentales sur lesquelles la société est fondée et, dans une démocratie constitutionnelle, la constitution est considérée comme sacro-sainte.

La constitution représente les principes et les valeurs universelles sur lesquels les fondateurs de la Nation ont formé le gouvernement, et le cadre juridique pour la gouvernance de la société.

Dans certains cas, lorsque la constitution a été jugée incompatible avec les droits humains fondamentaux, elle a été modifiée par un processus ardu.

Il était bien connu au moment de l'adoption de la constitution américaine en 1789 que son échec à interdire l'esclavage était en contradiction directe avec les principes d'égalité et de justice sociale sur lesquels la nation a été fondée.

En raison de l'opportunité d'élaborer une constitution acceptable pour les 13 colonies d'origine, l'esclavage est resté légal pendant encore sept décennies jusqu'à l'adoption du 13^e amendement en 1865, mais cela été dès le départ en violation de la loi naturelle en tant que « codification de la conscience publique de la société » - telle qu'interprétée largement par la société mondiale même un siècle plus tôt (Jacobs, Nagan et Zucconi, 2014).

Il en va évidemment de même pour son refus d'accorder le droit de vote aux femmes.

Le but de cet article n'est pas d'entrer dans un débat juridique prolongé et une controverse sur les questions sur lesquelles reposent les théories juridiques dominantes de l'entreprise.

Il suffit de souligner le fait évident qu'une théorie juridique valide, que ce soit dans les États-Unis démocratiques, la Chine communiste ou tout État autoritaire, peut être valide selon la constitution de la Nation, mais contraire aux principes universels de droit et de justice.

Elle peut également être contraire à la conscience et à la volonté du grand public, qui est empêché, par un processus constitutionnel complexe, d'interpréter ou de modifier la constitution pour refléter la conscience publique nationale et celle de l'humanité dans son ensemble.

Au lieu de cela, cet article examine la théorie de l'entreprise du point de vue de la société, et cherche une théorie cohérente avec les principes fondamentaux de la réalité sociale.

Il considère l'entreprise du point de vue d'une science transdisciplinaire intégrée de la société. Il examine la relation entre l'entreprise individuelle, le monde des affaires et la société au sens large, et considère le concept de valeur du point de vue de son impact social et de son bénéfice global pour le bien-être humain.

3. Théorie en sciences sociales

Une discussion sur la théorie de l'entreprise soulève des questions fondamentales concernant la nature de la théorie en sciences sociales.

Une théorie valide doit être fondée sur des concepts et des prémisses, concernant la réalité, clairs et bien définis.

La simple capacité de prédire les résultats n'est pas en soi suffisante pour confirmer la validité d'une théorie, pas plus que la précision du calendrier julien basé sur la conception d'un univers héliocentrique n'a prouvé la validité de cette conception.

De plus, les théories exposées dans les sciences sociales sont d'un type nettement différent de celles formulées dans la quête pour découvrir les vérités universelles, invariables et éternelles de la réalité dans le domaine physique des sciences naturelles.

Car la réalité sociale, champ d'étude des sciences sociales, est une réalité créée par l'homme et non un produit de la nature physique.

Les principes régissant son fonctionnement sont fondés sur des modes de conscience - conceptions, perceptions, idées, croyances et valeurs - qui varient dans l'espace et le temps, diffèrent d'une culture à l'autre, mutent et progressent avec le développement de la société, et changent avec l'évolution progressive de la conscience, des connaissances, des valeurs, de l'organisation et des capacités technologiques de la société.

La théorie est une explication scientifique (Jones, 2001). Ce n'est pas une déclaration idéologique de croyances ou de préférences.

La théorie est une tentative de représenter la réalité d'une manière qui est une approximation proche et cohérente de ce qui existe réellement.

Une théorie scientifique cherche à présenter un compte rendu fiable du monde réel. Le monde réel étudié par les sciences sociales, y compris l'Economie et la Gestion, est le monde de la société humaine. Les théories avancées dans ces domaines et dans d'autres domaines des sciences sociales doivent être cohérentes avec ce que l'on sait de la réalité sociale dans son ensemble. Sur ces points, la théorie en sciences naturelles et sociales semble comparable.

Les problèmes surgissent lorsque nous considérons la nature de la réalité sociale, et les conséquences de sa division, en fragments disciplinaires.

Toutes les sciences naturelles sont construites sur les mêmes principes fondamentaux de la physique et de la chimie.

Bien que les sujets soient organisés en différents domaines de connaissances, ces domaines sont tous basés sur les mêmes hypothèses primaires et sont liés les uns aux autres.

Les lois de la physique appliquées en astronomie et en météorologie sont les mêmes que celles qui s'appliquent à la botanique et à la science du sol.

La réalité naturelle est un tout intégré, et il doit y avoir une auto-cohérence entre les prémisses et les principes appliqués dans tous ces domaines.

De même, la société est un tout intégré, et son étude est incompatible avec les tentatives de la décrire différemment dans différents domaines des sciences sociales - comme si ces domaines existaient indépendamment, ou sans référence à ce qui se rapporte dans d'autres domaines auxquels elle est liée.

Des controverses existent sans doute en sciences sociales entre différentes hypothèses concernant la réalité fondamentale de la société.

La théorie contractuelle de la société énoncée pour la première fois par Hobbes et Rousseau conçoit la société comme dépendante de l'établissement de contrats - par lesquels les parties conviennent de renoncer à leurs intérêts dominants et à leur indépendance.

Le contrat social de Rousseau (1762) a ouvert la voie à la notion de peuple et de gouvernement agissant au sein d'une coalition de partenaires interdépendants.

Adam Smith considérait la société comme une création artificielle pour le maintien de l'économie et le bienfait mutuels entre le peuple et le gouvernement.

Mais indépendamment du fait que la société soit une construction sociale ou une réalité naturelle ; la théorie soutient l'idée que le but de la société et celui de l'entreprise est l'intérêt mutuel de ses membres.

La théorie alternative organique sociale considère la société comme une sorte d'organisme, semblable à un système biologique, tel que conçu par Emile Durkheim (1998).

Ce point de vue donne de l'importance à l'organisme dans son ensemble, et conçoit les individus et les organisations simplement comme des parties constituantes, ses associations et ses institutions.

Mais là aussi, c'est le bénéfice mutuel revenant au collectif qui est la raison d'être primordiale de l'existence et du fonctionnement de la société.

Notre point de vue intègre les deux perspectives et accorde une légitimité fondamentale et une existence réelle à la fois à la société et à ses membres individuels, et à d'autres éléments constitutifs.

Mais dans les trois cas, nous sommes conduits à la même conclusion. La société et ses éléments, y compris l'entreprise, existent dans le but du bien-être mutuel.

Une théorie sociale de l'entreprise est une théorie qui examine le rôle et le fonctionnement des entités commerciales en tant que catégorie spécialisée d'institution sociale créée et reconnue pour servir un objectif social. Comme toutes les institutions sociales établies et protégées par la loi, elles sont destinées à promouvoir le bien-être de la société.

Les frontières qui séparent l'activité sociale, politique, économique, psychologique et le management sont conceptuelles plutôt que réelles.

La réalité sociale qu'elles cherchent à décrire ne peut pas être divisée ou arbitrairement séparée en compartiments théoriques indépendants et hermétiques.

Ainsi, par exemple, les hypothèses concernant la rationalité humaine et les processus de prise de décision en économie doivent nécessairement être cohérentes avec celles de la psychologie, à moins qu'elles ne se réfèrent à deux espèces différentes d'humanité ou qu'une circonstance claire puisse expliquer la différence.

La séparation des disciplines est un dispositif intellectuel pour faciliter l'étude plutôt qu'une division réelle de la réalité sociale.

La réalité sociale est transdisciplinaire et ses composantes forment des aspects d'une réalité unique et indivisible, tout comme les systèmes métabolique, respiratoire, musculaire, nerveux et hormonal du corps humain forment des éléments inséparables qui n'existent pas indépendamment les uns des autres.

De même, pour être valides, les théories sociales doivent prendre en compte non seulement les facteurs et les changements qui se produisent dans les limites disciplinaires, mais aussi ceux qui sont considérés comme des externalités.

Il est parfaitement valable de chercher à formuler une théorie juridique spécialisée de l'entreprise qui s'efforce d'expliquer son statut en vertu des lois de la Nation dans laquelle elle opère, ou une théorie économique de l'entreprise qui cherche à expliquer son statut et son fonctionnement dans toutes les conditions qui prévalent du système économique dans lequel elle opère. Mais il est essentiel de se rendre compte que ni l'environnement juridique ni le système économique dans lequel elle opère n'offrent des conditions statiques, passives et immuables.

Contrairement aux lois de la nature régissant le comportement des atomes et des molécules dans l'univers physique ; les lois et les déterminants sociaux évoluent au fil du temps avec les changements qui se produisent dans les politiques gouvernementales, les technologies, les pratiques organisationnelles, les attitudes sociales, les valeurs culturelles, les relations internationales, le contexte mondial et les conditions environnementales.

Tous ces facteurs constituent les dimensions d'un environnement social mondial en constante évolution. Une conception sociale qui ignore ces changements peut servir de modèle, mais on ne peut pas dire qu'elle représente la réalité sociale sous-jacente qu'elle cherche à représenter. Lorsque le Président Franklin D. Roosevelt (FDR) a pris ses fonctions en 1933, il a été confronté à la pire crise bancaire de l'histoire américaine.

Des milliers de banques avaient déjà fait faillite alors que les déposants se précipitaient vers leurs banques pour retirer des fonds avant que les leurs ne s'effondrent aussi.

Au cours des trois années précédentes, la crise avait défié toute solution par la politique économique conventionnelle suivie sous l'administration précédente.

Le Président FDR s'est rendu compte que rien de ce qu'il avait étudié en économie à Harvard ne l'avait préparé à faire face à la situation, parce que la théorie économique qu'il avait apprise ne tenait pas compte du contexte social plus large et des forces sociales, politiques et psychologiques

En réponse, il a mis en œuvre un éventail de mesures couvrant de nombreuses disciplines, y compris de nouvelles politiques publiques et de nouvelles lois, y compris le premier programme fédéral d'assurance-dépôts.

Mais la plus importante de ces actions n'était ni légale ni ouvertement politique.

Au lieu de cela, il s'est adressé directement au public américain dans la première de ses célèbres discussions au coin du feu.

Le Président leur a expliqué que la crise découlait d'une perte de confiance du public par le peuple américain dans son gouvernement, ses institutions et son patrimoine national.

Il a fait appel à la fierté nationale dans l'héritage et le destin de leur Nation.

Il a appelé les gens à rejeter les émotions de peur - qui avaient poussé un grand nombre d'entre eux à la banque pour récupérer leurs économies.

Il a appelé les Américains à mettre fin à la panique en cessant de retirer leurs économies du système bancaire avec les mots célèbres : « Nous n'avons rien à craindre que la peur elle-même ».

Lorsque les banques ont rouvert, les Américains ont répondu à cet appel au courage, et beaucoup sont retournés dans les banques pour y redéposer leurs économies durement gagnées. La panique s'est calmée (Johnson et Jacobs, 2012).

Le remède de FDR à la crise financière illustre le fait évident que l'économie et les affaires sont des aspects inséparables d'une réalité politique, juridique, sociale, culturelle et psychologique plus large - et ne peuvent être pleinement comprises que dans le contexte de la société dans son ensemble.

Une théorie sociale de l'entreprise est celle qui examine le rôle et le fonctionnement des entités commerciales en tant que catégorie spécialisée d'institution sociale créée et reconnue pour servir un objectif social.

Comme toutes les institutions sociales établies et protégées par la loi, elles visent à promouvoir le bien-être de la société, et toute abrogation de cet objectif doit être considérée en théorie et en pratique comme une aberration ou un écart par rapport à cet objectif.

Mais la théorie sociale diffère de la théorie naturelle sur un autre point important.

- La théorie des sciences naturelles s'efforce souvent d'approcher la façon dont les choses fonctionnent réellement dans le monde réel en construisant des modèles. Les hypothèses sur lesquelles ces modèles sont basés sont une tentative de reproduire la façon dont la nature fonctionne réellement.
- La théorie dans les sciences sociales est souvent construite pour représenter la façon dont les théoriciens pensent que la réalité sociale *devrait* fonctionner. Ici, la ligne est franchie entre l'idéologie et la réalité, souvent sans rendre la distinction explicite.

L'affirmation selon laquelle le but des entreprises est de maximiser la rentabilité est une idéologie plutôt qu'une déclaration de fait.

Malheureusement, dans les sciences sociales, en particulier en économie, le concept de théorie et de droit économique est souvent fondé sur des hypothèses théoriques implicites, des prémisses philosophiques, et des valeurs culturelles qui ressemblent beaucoup plus à un dogme qu'à une thèse scientifique.

4. Nature sociale de l'entreprise

Cette perspective nous oblige à examiner les prémisses fondamentales sur lesquelles doit reposer une théorie sociale de l'entreprise.

Une entreprise est un enfant de la société né de ses besoins, nourri et soutenu par ses ressources et ses capacités, et soutenu par des échanges mutuellement bénéfiques avec l'ensemble social dont elle constitue un élément inséparable.

Elle naît des besoins existants et émergents de la société, tire sa subsistance et sa substance des ressources actuelles de la société, grandit en exploitant de manière productive ces ressources pour fournir de la valeur à la société, et évolue en contribuant à l'évolution de l'organisme social dans son ensemble.

La société comprend la totalité de toutes les relations humaines entre ses membres et les groupes auxquels ils appartiennent.

- La relation humaine est la base de toutes les formes d'activité sociale productive et de toute création de valeur sociale.
- Les relations économiques sont fondées sur la capacité des individus et des groupes à produire des excédents au-delà de ce qui est nécessaire à leur propre subsistance, et sur leur capacité de spécialisation fonctionnelle afin d'élargir la gamme des produits et services disponibles pour l'échange et la consommation.

- Les entreprises sont des regroupements organisés de personnes conçus pour maximiser l'efficacité de leurs relations avec d'autres personnes, entreprises et groupes.

La relation entre ces trois niveaux de réalité - individus, entreprises, société - est évidente à partir d'un examen de l'histoire.

Le développement des tracteurs à vapeur, des machines agricoles, et des usines de transformation a apporté une prospérité sans précédent à l'Amérique à la fin du 19^e siècle.

Percevant un besoin social non satisfait comme une opportunité commerciale, un chef de gare perspicace du Midwest américain, Richard Sears, a créé une entreprise de vente par correspondance en 1892 pour vendre des produits ménagers aux consommateurs des zones rurales périphériques loin des marchés commerciaux urbains.

En l'espace d'une décennie, son entreprise de vente par correspondance s'est étendue à l'Amérique rurale.

Vers 1900, il fit appel à un partenaire d'affaires nommé Julius Rosenwald qui remettait en question la qualité et la fiabilité des produits offerts aux clients ruraux éloignés, à une époque où la philosophie dominante dans le commerce américain pouvait se résumer ainsi à *caveat emptor*, « acheteur méfiez-vous ».

La société a donc introduit ce qui, un demi-siècle plus tard, est devenu la promesse omniprésente des détaillants aux consommateurs américains « Satisfaction garantie ou remboursement ».

Les activités de l'entreprise se sont multipliées jusqu'à ce qu'elle soit incapable de gérer efficacement le volume et la complexité de ses activités.

Puis, juste au moment où Henry Ford introduisait la chaîne de montage mobile dans sa première usine automobile de production de masse pour le Model-T ; un ingénieur allemand nommé Otto Doering a appliqué la même technologie pour rationaliser l'exécution des commandes dans les entrepôts en expansion de la société de vente par correspondance.

Les affaires ont encore explosé jusqu'à ce qu'en 1920, Sears Roebuck devienne le plus grand détaillant au monde.

Peu de temps après, l'officier à la retraite, Robert Wood, a pris la relève chez Sears.

Wood a observé les changements sociaux révolutionnaires provoqués par la propagation rapide des automobiles à bas prix, y compris la migration des familles de la classe moyenne des centres urbains encombrés vers les banlieues nouvellement apparues.

Reconnaissant un besoin social non comblé, il a créé le premier de ce qui sont devenus les grands magasins et les centres commerciaux de banlieue de Sears.

Au cours des six décennies suivantes, Sears a continué de croître rapidement, conservant son titre de plus grand détaillant en Amérique et dans le monde, même pendant les années de la Grande Dépression, lorsque les affaires des grands magasins étaient en baisse de plus de 40%. Sears a gagné et maintenu la loyauté et la confiance de la classe moyenne américaine, contrôlant 50% ou plus des ventes totales dans de nombreuses catégories de produits, jusqu'à ce qu'il perde le contact avec l'évolution rapide de la vente au détail américaine, et perde sa position dominante sur le marché et son titre au profit de Walmart, qui s'est avéré capable de répondre aux besoins de la société américaine de manière plus efficace et efficiente.

Le succès phénoménal de Sears en tant qu'entreprise commerciale était inextricablement lié à la croissance, au développement et à l'évolution de la société américaine.

L'entreprise s'est développée grâce à l'augmentation des aspirations nationales et des niveaux d'éducation, à l'évolution des attentes sociales et des valeurs culturelles, aux développements technologiques et organisationnels rapides et aux forces démographiques.

Elle a prospéré pendant neuf décennies en raison de sa capacité à percevoir, comprendre et répondre efficacement aux besoins sociaux changeants.

Les bénéfices réalisés au cours de cette période étaient impressionnants, mais ils n'étaient qu'un avantage résiduel pour le service inestimable que cette entreprise apportait aux ménages américains.

Elle a prospéré parce qu'elle répondait mieux aux besoins de la population que d'autres entreprises.

L'histoire de Sears est un exemple historique spectaculaire d'un phénomène omniprésent.

Aujourd'hui, Airbnb, Amazon, Apple, Facebook, Google, FedEx, Marriott, Microsoft, Uber, Visa International en sont des exemples remarquables.

Ces entreprises et d'innombrables autres du passé et du présent soutiennent la même conclusion. Une entreprise est une forme d'organisation sociale sanctionnée et soutenue par la société, dotée d'un statut juridique et d'une protection en vertu de la loi afin de répondre aux besoins de la société (Roberts, 2004).

Son but est de fournir des biens et des services, des emplois et des revenus pour répondre aux besoins économiques de la société et de ses membres d'une manière compatible avec les politiques du gouvernement, les lois de la nation, la santé, le bien-être de la population, et la préservation de l'environnement naturel (Lawson, 2019).

- Elle remplit cette fonction en puisant dans les ressources de l'ensemble de la société et en les utilisant d'une manière socialement bénéfique.
Pour ce faire, elle utilise les connaissances, le savoir-faire et les compétences accumulés par la société au cours d'innombrables générations qui sont mis à sa disposition.
- Elle utilise les services de membres de la société élevés, éduqués et formés à cet effet.
- Elle fonctionne sur la base de l'infrastructure physique et sociale fournie par la société, y compris la production d'énergie, la communication, les transports, l'éducation, la recherche scientifique, les établissements de santé et de nombreux autres types.
- Elle se voit accorder des droits de propriété temporaires pour bénéficier des innovations technologiques progressives qu'elle génère sur la base du vaste réservoir de connaissances et de pratiques existantes.
- Elle existe et se développe en puisant dans l'accumulation des ressources capitalistiques existantes de la société - humaines, sociales, financières, intellectuelles, manufacturées et naturelles.

Ce point de vue est évident lorsqu'il s'agit de la liste des grandes entreprises mondiales mentionnées ci-dessus.

Dans ces cas, la définition et la conception mêmes de l'entreprise ne semblent plus adéquates pour expliquer leur nature et leur fonctionnement.

Des entreprises telles que Google, Amazon et FedEx font désormais partie intégrante du système social mondial.

Leur présence s'étend bien au-delà des limites de leurs propriétés physiques et de leurs opérations ou du lieu de travail de leurs employés.

Elles relient, se rapportent et intègrent tellement d'aspects et de fonctions de la société qu'elles en sont inséparables.

Par conséquent, Google et Facebook sont tenus responsables par une norme de présentation impartiale de l'information - que peu de gouvernements nationaux et de politiciens peuvent respecter.

Et ce principe fondamental est également valable pour la plus petite entreprise locale - le restaurant local, l'hôtel, le médecin ou le dentiste, le barbier, l'électricien, le constructeur, le taxi ou le service d'autobus.

Dès qu'elle constitue une menace pour la santé, la sécurité, le bien-être de ses clients, de ses employés ou de la société dans son ensemble, elle peut être contrainte de se corriger ou d'être dissoute.

L'exploitation de toute entreprise est un privilège accordé en échange de services rendus à la société et ce privilège est toujours conditionnel.

Comme l'a exprimé Thomas J. Watson, Jr., fondateur et PDG d'IBM, « Nous reconnaissons notre obligation en tant qu'institution commerciale de contribuer à améliorer la qualité de la société dont nous faisons partie. »

Ainsi, toute théorie valable de l'entreprise doit reposer sur les fondements de cette réalité sociale.

Lorsque, pour une raison quelconque, une entreprise cesse de servir cet objectif, elle est soumise à des restrictions de la part des clients qui la rejettent, des employés qui la font marcher, des actionnaires qui y investissent, des banquiers qui la financent, ou du gouvernement qui a le droit et la responsabilité de réglementer ses activités.

Si ses produits s'avèrent défectueux ou dangereux, elle peut faire l'objet de poursuites judiciaires par l'État ou des parties privées.

Si ses activités nuisent à l'environnement, elle peut être punie ou interdite de poursuivre ses activités.

Si sa domination du marché dépasse les normes en vigueur au point qu'elle n'est plus dans l'intérêt public, elle peut être scindée en entités plus petites en vertu des lois antitrust ou soumise, dans de rares cas, à une législation spéciale.

Fondée en 1880, l'American Telephone and Telegraph Company, AT&T, a été déclarée service public en 1907 et soumise à une réglementation stricte pour assurer un service optimal au peuple américain.

Lorsque les progrès de la technologie des télécommunications n'ont plus nécessité de gestion publique, en 1982, la société a été scindée en sept entités régionales plus petites pour la même raison : assurer un service optimal au peuple américain.

5. Macrocosme social et microcosme individuel

Macrocosme social

La pleine compréhension de la nature de l'entreprise dépend de la pleine compréhension de la nature du macrocosme que nous appelons Société.

La société est une organisation vivante, un organisme en évolution, qui comprend, sans toutefois s'y limiter, la somme de ses membres individuels et de ses formations intermédiaires.

Il comprend à la fois des éléments objectifs et subjectifs, ainsi que des structures et des activités organisées et non organisées.

- Ses structures objectives formelles comprennent la famille, le gouvernement, le droit, les systèmes, les organisations nationales et internationales, les entreprises et les activités officiellement organisées telles que la gouvernance, la défense, la production, la distribution, les finances, etc.
- Ses relations informelles comprennent des interactions récurrentes entre les individus, les organisations et les activités, qui opèrent à l'intérieur et à l'extérieur des structures formelles.

- Ses facteurs subjectifs intangibles comprennent les valeurs, les connaissances, les idées, les attitudes et les croyances dominantes, qui constituent sa culture.

La société est un réservoir de ressources et de potentiels sociaux sur lesquels les individus, les entreprises et les autres organisations sociales puisent pour leur subsistance, leur croissance, leur développement et leur évolution.

Ces ressources peuvent être classées en cinq grandes catégories :

- les besoins et les aspirations de la société, qui constituent la base du marché ;
- la somme des connaissances, des compétences et du savoir-faire de la société, qui constituent la base de la technologie ;
- toutes les formes de capital - naturel, financier, créé par l'homme - qui renforcent sa capacité d'activités productives ;
- les connaissances, les compétences, les énergies, les aspirations, les valeurs et les attitudes de son peuple ;
- et les activités, les systèmes et les structures formelles qui constituent des éléments de l'organisation sociale (Jacobs et Macfarlane, 1990).

Toutes les réalisations des entreprises sont basées sur l'utilisation de ces cinq types de ressources sociales, en vue de procurer des produits et des services conçus pour servir la société plus large dont elles font partie.

Microcosme individuel

Les membres individuels de la société représentent l'autre pôle de l'existence sociale, le microcosme sur lequel l'entreprise se fonde.

L'individu est lui aussi une source inépuisable d'énergie, d'aspiration, d'idées, d'invention, d'innovation, d'initiative et de créativité qui fondent ses actions sur les ressources de la société pour la croissance et le développement de l'individu, et du collectif d'une manière mutuellement bénéfique.

Le macrocosme social et le microcosme individuel existent dans une relation symbiotique qui régit l'existence, la croissance, le développement et l'évolution de la société et de tous les éléments intermédiaires entre eux.

L'individu acquiert l'énergie, les connaissances et les capacités nécessaires à la croissance et au développement en puisant dans les ressources de la société.

En même temps, l'individu conscient - sous la forme du leader, du pionnier, de l'inventeur, du découvreur, du créateur et du penseur original - est la source et le catalyseur de toute innovation sociale, créativité et évolution.

Dans une société bien gouvernée, le développement de ces deux pôles se renforce mutuellement.

6. Statut intermédiaire de l'entreprise

Une entreprise vit et grandit en tant qu'intermédiaire significatif dans la relation symbiotique entre les deux pôles fondamentaux de l'existence sociale :

- le macrocosme social dont elle fait partie,
- et le microcosme des individus qui sont membres de ce macrocosme.

L'entreprise est un agent intermédiaire entre la société et l'individu. Elle n'a pas d'existence indépendante propre, pas plus que le système respiratoire et circulatoire du corps humain n'existent indépendamment de l'ensemble dont ils sont des composants inséparables.

Selon Greenwood (2005, p. xxvi) : « Réduire l'entreprise à ses éléments constitutifs n'est pas plus raisonnable que de traiter un être humain comme rien de plus que les produits chimiques qui le composent. »

Maitland (1900) écrit que la théorie d'Otto von Gierke dit de la société « qu'elle n'est pas une fiction, pas un symbole...

Pas de nom collectif pour les individus, mais un organisme vivant et une personne réelle, avec un corps et des membres et une volonté propre.

Elle-même peut vouloir, elle-même peut agir... Ce n'est pas une personne fictive...

C'est une personne-groupe, et sa volonté est une volonté-groupe... la personnalité de la société... n'est en aucun cas... artificielle ou fictive, mais elle est tout aussi réelle et naturelle que la personnalité de l'homme.

Les entreprises grandissent, se développent et évoluent en puisant dans les cinq types de ressources sociales, et en les exploitant de manière productive et créative pour répondre aux besoins et aux aspirations de la société.

Elles s'appuient sur les individus avec lesquels elles sont en relation comme source et catalyseurs de sa croissance, de son développement, de son innovation, de sa créativité et de son évolution.

« Il est impératif de reconceptualiser le rôle de l'entreprise dans la société moderne sur la base d'une perspective holistique, afin de corriger :

- les déséquilibres et les excès générés par une conception trop étroite de la raison d'être,
- et les insuffisances de la théorie actuelle,

pour expliquer et révéler le processus sous-jacent par lequel les entreprises, les parties prenantes et la société dans son ensemble grandissent, se développent et évoluent de manière synergique, se renforçant mutuellement et étant mutuellement bénéfiques.

L'efficacité de l'entreprise dépend de sa capacité à s'identifier et à s'intégrer organiquement à la société plus large dont elle fait partie ;

- sa capacité à coordonner et à intégrer les actions des personnes, structures, systèmes et activités dont l'entreprise est constituée ;
- sa capacité à s'aligner et à s'intégrer aux capacités uniques de chacun de ses membres.

La société, l'individu et l'entreprise sont des organisations qui mènent des activités pour leur survie, leur croissance, leur développement et leur évolution de manière systématique et récurrente.

L'étendue de leur organisation détermine l'efficacité avec laquelle elles transforment les ressources en valeur sociale.

Dans le même temps, la société, l'individu et l'entreprise sont aussi des organismes vivants qui prospèrent, grandissent et se développent par un processus de génération, de libération, de concentration et de conversion de l'énergie en formes productives d'activité.

Le processus de production et de conversion de l'énergie régit leur croissance, leur développement et leur évolution.

L'intensité de l'énergie produite et l'efficacité avec laquelle elle est utilisée à des fins productives déterminent leur capacité globale de croissance, de développement et d'évolution (Harmon et Jacobs, 1987).

Le principal mode de relation entre l'entreprise, la société, les autres entreprises et organisations sociales et les membres de la société est coopératif, symbiotique et mutuellement bénéfique.

La loi de la jungle dictant la survie du plus apte n'est pas plus adaptée aux entreprises qu'à la nature physique. Car la loi de la jungle repose aussi principalement sur la symbiose et la mutualité. Chaque être et espèce joue un rôle dans la survie et la croissance de l'ensemble, et même leurs comportements compétitifs aident à maintenir l'équilibre général et la santé de l'écosystème dans son ensemble.

La concurrence entre les entreprises est une réalité, mais pour chaque concurrent qu'elle cherche à supplanter, une entreprise dépend pour sa survie même de la coopération et des relations mutuellement bénéfiques avec d'innombrables autres qui fournissent les matières premières, les éléments constitutifs, la transformation, les transports, l'énergie, les communications, les services financiers, le stockage, l'éducation, la recherche, les connaissances, les compétences, la recherche et les services auxiliaires dont elle a besoin pour son fonctionnement.

7. Finalité de l'entreprise

Le but d'une entreprise est de maximiser la valeur pour la société dans son ensemble et tous ses membres individuels.

La valeur sociale comprend les dimensions physiques, organisationnelles, sociales, écologiques, mentales et psychologiques, telles que la qualité, la précision, la rapidité, la ponctualité, la sécurité, l'hygiène, l'utilisation maximale des ressources physiques, l'espace et le temps, l'échange, la communication, le fonctionnement systématique, la coopération, la coordination, l'intégration, la courtoisie, le travail d'équipe et les relations harmonieuses, le service, la satisfaction, la liberté, l'égalité, la confiance, l'honnêteté, le confort, la commodité, l'intégrité, l'innovation, la créativité, la bonne volonté, le don de soi, la sécurité, le plaisir, la beauté, le bien-être et le plaisir.

Le but de l'entreprise n'est pas plus de faire du profit que le but des êtres humains est de respirer et de manger.

Le profit est une condition essentielle à la survie et à la croissance de l'entreprise, car respirer et manger sont essentiels à la survie et à la croissance humaines.

Mais ce n'est pas son but.

Son but est de répondre aux besoins de la société et elle le fait en fournissant des biens et des services, en créant des emplois et des revenus pour les membres de la société, en fournissant des marchés pour les fournisseurs, en fournissant des prêts et des opportunités d'investissement aux institutions financières, en générant des recettes fiscales pour répondre aux besoins de la communauté locale et du gouvernement national, et aussi pour générer des rendements pour ses actionnaires afin de les inciter à y investir.

Dans l'exercice de ces fonctions, elle est régie par une variété d'autres exigences :

- se conformer aux lois des nations;
- protéger la santé et la sécurité des consommateurs, des employés et du grand public;
- protéger l'environnement naturel et social;
- et se comporter de toutes les manières possibles en tant que bonne entreprise citoyenne.

Le droit de créer une entreprise en tant qu'entité artificielle reconnue et protégée par la loi est conféré par le gouvernement afin qu'elle puisse exercer ses fonctions sociales bénéfiques.

Ce droit s'accompagne d'obligations et de responsabilités spécifiques.

La faille fondamentale du système dans le droit des sociétés et le droit financier en vigueur est l'incapacité de tenir les entreprises pleinement responsables des dommages résultant de l'incapacité à mettre pleinement en œuvre l'état de droit et à assurer le bien-être de la société.

Frank Dixon (2017) soutient à juste titre que :

« Ne pas tenir les entreprises entièrement responsables des impacts négatifs qu'elles ont est une faille majeure du système économique et politique. Elle met les entreprises en conflit avec la société... Les systèmes défectueux empêchent les entreprises d'atténuer environ 80% des ?

Il est impératif de reconceptualiser le rôle de l'entreprise dans la société moderne sur la base d'une perspective holistique afin de corriger les déséquilibres et les excès générés par une conception trop étroite de la raison d'être et les insuffisances de la théorie actuelle pour expliquer et révéler le processus sous-jacent par lequel les entreprises, les parties prenantes et la société dans son ensemble grandissent se développent et évoluent de manière synergique, se renforçant mutuellement et étant mutuellement bénéfiques.

Cette redéfinition est cohérente avec la reconnaissance croissante de l'importance vitale de la RSE (Responsabilité Sociale des Entreprises) et des critères ESG (Environnementaux, Sociaux et de Gouvernance) pour l'avenir des économies de marché viables, équitables et durables.

Cette reconnaissance est telle que les critères ESG deviennent un critère très important pour l'investissement sur les marchés financiers mondiaux et même les hedge funds appliquent des critères ESG (Fletcher, 2019).

Le respect par les entreprises de normes environnementales, juridiques et autres rigoureuses n'est pas un facteur secondaire ou subsidiaire.

C'est une condition sociale fondamentale ainsi qu'une condition juridique dont dépend l'existence même de la société.

Le concept de l'entreprise en tant qu'entité indépendante distincte s'efforçant de maximiser ses propres avantages individuels en concurrence avec tous les autres doit être remplacé par une conception de l'entreprise en tant qu'élément nodal d'un système commercial global et d'une organisation sociale - conçus pour offrir un maximum d'avantages à la société dans son ensemble, et pour répartir ces avantages rationnellement pour le bien-être de tous.

Le concept d'efficacité étroitement défini en termes de valeur actionnariale doit être remplacé par le concept d'efficacité défini au sens large, comme la valeur totale générée pour toutes les parties prenantes et la société dans son ensemble.

Le rôle unique de l'entreprise en tant qu'agent de libre expression de l'initiative individuelle, de l'innovation et de la créativité ne peut être préservé et renforcé que dans un environnement commercial, réglementaire et social qui préserve le bien-être de la collectivité, tout en offrant un maximum de possibilités de choix et d'action individuels.

L'article soutient que l'entreprise remplit son rôle le plus efficacement et génère le maximum de valeur sociale lorsqu'elle harmonise ses activités avec celles de la société au sens large, de ses membres individuels et de toutes les autres parties prenantes.

Dans la mesure où le système social total est aligné sur cette vision plus large, le profit peut constituer une mesure de la valeur générée, et la maximisation de la valeur sociale totale être compatible avec la maximisation de l'efficacité de l'entreprise.

Dans les circonstances actuelles, le système d'incitation pervers et la répartition du pouvoir encourageant d'autres stratégies qui nuisent au bien-être social et souvent aussi au succès durable des entreprises.

Ces points de vue sont basés sur 40 ans d'études de cas et de conseils pour les entreprises et de recherches historiques sur l'évolution de l'environnement juridique actuel des entreprises aux États-Unis, comme documenté dans plusieurs livres et articles (Harmon et Jacobs, 1987).

Cette recherche confirme le point de vue selon lequel le succès durable des entreprises est atteint par les entreprises qui sont les mieux en mesure de cerner les besoins et les aspirations de la société - physiques, sociaux, psychologiques et culturels - et de façonner leurs activités de manière à répondre le plus efficacement possible à ces besoins.

Compte tenu de l'écart considérable entre la théorie sociale durable et la pratique actuelle, l'article se terminera par une discussion sur les mesures politiques et les solutions systémiques conçues pour réaligner le comportement des entreprises et les pratiques d'investissement.

La responsabilité totale des sociétés de portefeuille est la solution systémique globale. Cela change les incitatifs.

« La protection des entreprises et de la société », souligne Dixon (2017), « exige que les systèmes évoluent de manière à tenir les entreprises pleinement responsables.

Cela élimine les conflits entre les entreprises et la société. Cela fait, d'agir de manière pleinement responsable, la stratégie de maximisation des profits. »

Pour y parvenir, il faut corriger les défauts spécifiques du système mentionnés ci-dessus.

L'accent doit être mis sur l'intégration des externalités environnementales, sociales et autres dans la structure des prix afin d'éliminer les incitations perverses au comportement non durable des entreprises, et de réduire l'impact pervers :

- de la responsabilité limitée,
- de la valeur temporelle de l'argent,
- de l'importance excessive accordée à la croissance économique et au rendement pour les actionnaires,
- de la mesure inadéquate du bien-être social et de l'influence inappropriée du gouvernement sur les entreprises (Dixon, 2019).

8. La « valeur » dans un contexte social

Le problème de la théorie économique - en général - et de la théorie de l'entreprise - en particulier - est compliqué par l'absence de théorie adéquate concernant d'autres éléments principaux de la science économique.

Deux exemples évidents sont les concepts, interdépendants de valeur et de monnaie qui constituent la base de la plupart des théories économiques mais manquent de définition satisfaisante.

La valeur est généralement définie en termes monétaires et vice versa, mais ni l'une ni l'autre n'existe en soi en dehors des aspirations, des valeurs, des perceptions et du comportement des êtres humains dans un contexte social.

La théorie économique est fondée sur des hypothèses implicites concernant le terrain de jeu et les règles des transactions économiques qui ignorent complètement et intentionnellement la question fondamentale plus large du pouvoir social.

Le pouvoir social est l'éléphant dans la pièce ignoré par la théorie économique. »

La description standard de la monnaie que l'on trouve dans les manuels d'économie se concentre sur les multiples formes et fonctions économiques qu'elle remplit, mais n'explique pas sa base ou sa réalité essentielle.

Indépendamment des premières formes matérielles que l'argent a prises dans un passé lointain, l'argent n'est pas du tout une chose matérielle.

C'est une conception purement sociale et une représentation symbolique des relations humaines.

C'est un dispositif formulé par la conscience humaine pour faciliter les relations mutuellement productives entre les gens (Jacobs et Slaus, 2012).

Comme les sons et les symboles qui composent le langage, il est basé sur des conventions humaines sans valeur intrinsèque propre. L'argent n'a pas plus de valeur ou d'utilité qu'un compte téléphonique ou de messagerie de quelqu'un vivant sur une île déserte sans communication avec le reste du monde.

Il a de la valeur pour favoriser les relations entre les êtres humains.

L'argent est un outil ou un instrument de mise en réseau conçu pour faciliter des échanges productifs dans l'espace et le temps.

Il est fondé sur la perception humaine subjective de la confiance ou de la certitude.

Lorsque cette confiance diminue ou est absente pour une raison quelconque, l'argent a moins ou pas de valeur résiduelle.

Il est vrai que nous percevons généralement que la valeur de l'argent dépend d'objets physiques, de ressources et de capacités productives, et ces choses soutiennent en effet la confiance accordée par les gens à la valeur de l'argent.

Mais la véritable source de la valeur reste subjective, plutôt qu'objective.

C'est pourquoi :

- 8 000 milliards de dollars de valeur ont pu disparaître si soudainement de l'économie américaine pendant la crise financière de 2008, lorsque les actifs matériels de la nation sont restés entièrement intacts,
- ou pourquoi la Réserve fédérale américaine a pu, par un acte de sorcellerie, créer des milliards de dollars de nouvelle valeur à partir du néant apparent, comme un magicien sorti d'un chapeau vide pour restaurer la confiance dans le système.

Mais le problème de la valeur en économie et de la valeur de la monnaie à laquelle elle est liée, est encore compliqué par le fait que la monnaie est une mesure ou un indice très limité de la création de valeur qui exclut beaucoup plus qu'il n'inclut.

Les mesures de valeur monétaire peuvent exclure, et agissent souvent au détriment d'autres valeurs en fonction de l'environnement politique, juridique, réglementaire, économique, commercial, social et culturel dans lequel elles opèrent.

L'exemple le plus évident est le fait que la notion économique de création de richesse est définie de manière si étroite qu'elle exclut l'impact négatif de l'activité économique sur l'environnement physique et les ressources sur lesquelles elle est fondée, et dépend de son existence.

L'idée que les actionnaires ont droit à la valeur résiduelle de l'activité économique exercée par les entreprises repose sur cette conception étroite.

Elle peut distribuer, et c'est souvent le cas, la valeur résiduelle aux actionnaires alors qu'il n'y a en fait aucune valeur résiduelle à distribuer pour la société.

Cet exemple illustre le problème de la séparation d'une théorie économique de l'entreprise ou de la valeur d'une théorie sociale plus large.

Mais le problème est encore plus profond.

La théorie économique est fondée sur des hypothèses implicites concernant le terrain de jeu et les règles des transactions économiques qui ignorent complètement et intentionnellement la question fondamentale plus large du pouvoir social.

Le pouvoir social est l'éléphant dans la pièce, ignoré par la théorie économique.

Car une grande partie de ce qui est considéré comme une valeur économique générée par l'effort et l'efficacité est en grande partie, et parfois entièrement, le résultat de la répartition et de l'accès inégaux aux diverses formes de pouvoir social et peut ne dépendre d'aucune forme d'activité économique productive.

Ce fait est indirectement abordé par le concept économique de recherche de rente.

Mais cela va beaucoup plus loin. Car la recherche de rente est considérée comme un facteur exceptionnel qui empiète sur le libre fonctionnement du marché, alors que le pouvoir social est un agent toujours présent et toujours actif dans la détermination des résultats sociaux.

Aucune théorie économique ou théorie de l'entreprise valable ne peut être formulée sans aborder explicitement cette question.

La question du pouvoir ne se limite ni à l'économie ni à la politique.

C'est une construction fondamentale de toute théorie sociale. Le pouvoir est la capacité d'atteindre n'importe quel objectif.

La production de pouvoir est l'une des principales raisons pour lesquelles des groupes d'individus agissant en coordination les uns avec les autres peuvent accomplir ce qu'aucun ne peut accomplir par lui-même.

La base du pouvoir dans la société est la collaboration humaine.

Ce pouvoir prend une multitude de formes - la capacité d'autodéfense ou d'agression, la gouvernance, la sûreté, la sécurité, les communications, les transports, la production, le commerce, l'éducation, les soins de santé, la recherche, la technologie, l'innovation, l'invention, le divertissement et ainsi de suite.

Tous ces pouvoirs soutiennent l'accomplissement humain et tous sont des formes de pouvoir social rendues possibles par les relations humaines collaboratives.

Toutes ces formes de pouvoir social sont interchangeables.

- Le pouvoir politique peut être utilisé pour acquérir de la richesse et du pouvoir économique.
- De même, le pouvoir économique peut être exercé pour acquérir une influence et un pouvoir politiques.
- L'éducation, la science et la technologie sont des puissances productives qui sont facilement converties en richesse.

L'emplacement stratégique de Dubaï en tant que plaque tournante mondiale du transport a été converti en richesse comparable à celle de certains pays riches en pétrole.

9. Argent, valeur et pouvoir social

L'argent est une forme de pouvoir social.

Mais c'est aussi un symbole pour toutes les autres formes de pouvoir social en raison de sa capacité de convertibilité rapide, de mobilité, de stockage et d'échange.

Une théorie complète de l'entreprise doit être fondée sur une théorie globale de l'argent en tant que forme convertible et transférable de pouvoir et de capacité sociale (Jacobs, 2016).

En principe, le profit est conçu comme une mesure de l'efficacité avec laquelle une entreprise utilise les ressources sociales disponibles et les capacités individuelles afin de maximiser la valeur globale pour la société.

Mais dans une large mesure, il s'agit d'une mesure de la différence de pouvoir exercée par les individus et les entreprises en raison de leur taille, de leur pouvoir financier, de leur accès à l'information, de leur influence politique, de leurs ressources juridiques, etc.

Dans la pratique actuelle, le profit reflète l'efficacité avec laquelle une entreprise maximise la valeur dans un système biaisé par le pouvoir qui accorde une importance excessive à certaines ressources et à certaines valeurs au détriment d'autres.

Pour citer un exemple évident, les incitations gouvernementales à continuer d'investir dans les combustibles fossiles sont une décision fondée sur le pouvoir pour :

- soutenir un secteur politiquement et économiquement influent,
- réduire le coût de la production pétrolière,
- et répercuter le coût de l'assainissement et de la pollution de l'environnement sur la société dans son ensemble.

Ce biais résulte et contribue aux inégalités inhérentes d'importance relative attribuées aux différentes valeurs sociales et au comportement de recherche de rente qu'il permet et renforce.

Les deux résultent de la répartition inégale du pouvoir social.

La valeur telle qu'elle est actuellement mesurée reflète la disposition actuelle du pouvoir dans la société autant ou plus qu'elle ne reflète la valeur réelle pour l'individu et ses membres.

Ainsi, le comportement effectif des entreprises est fortement influencé par le système social global dans lequel elles opèrent. Le bien-être social optimal et l'efficacité ne peuvent être atteints que dans des conditions sociales qui favorisent la répartition équitable du pouvoir et des avantages entre tous les membres.

10. Conclusion

Cet article n'a pas pour objet de remettre en question les vertus du système d'économie de marché ou la contribution des entreprises au bien-être social et au développement.

Pendant des millénaires, les échanges économiques ont été un instrument principal de l'évolution sociale.

- Ils ont fait tomber les barrières physiques, sociales et culturelles qui séparent les groupes de personnes les uns des autres.
- Ils ont fourni une incitation et un moyen d'établir des relations avec d'autres êtres humains pour un bénéfice mutuel sur des zones de plus en plus larges jusqu'à couvrir le monde entier.
- Ils ont encouragé les gens à acquérir des compétences spécialisées pour tirer parti de leurs avantages comparatifs et en tirer profit en échangeant avec d'autres personnes possédant des compétences et des avantages différents.

Depuis le milieu des années 1950 et, surtout depuis la fin de la guerre froide, les entreprises ont été à l'avant-garde de l'évolution sociale mondiale.

Des entreprises comme Google, Apple, Amazon et Facebook ont peut-être fait plus pour amener les êtres humains dans des relations de collaboration les uns avec les autres que les efforts combinés de tous les gouvernements du monde.

Cet article est plutôt conçu comme un défi aux idéologies des orthodoxies économiques, déguisées en théorie scientifique, qui retardent l'évolution sociale en ignorant ou en dissimulant les incohérences et les erreurs théoriques qui servent de base à la perpétuation de politiques et de pratiques inefficaces, inefficaces et inéquitables – qui, à leur tour, empêchent la société mondiale d'atteindre son objectif fondamental de maximiser le bien-être humain.

En ce sens, une grande partie de la théorie économique dominante répandue est au service d'un système inéquitable.

Le présent article n'a pas pour objet d'approfondir ce sujet, mais quelques exemples peuvent illustrer l'importance fondamentale des questions qu'ils soulèvent.

- Un exemple est l'erreur de considérer les coûts environnementaux comme une externalité qui sape l'affirmation même selon laquelle les entreprises maximisent le profit par l'efficacité.

Dans la mesure où ils n'absorbent pas les coûts réels de leurs activités, ils maximisent le profit aux dépens des générations présentes ou futures de la société dans son ensemble.

- Un autre défaut fondamental est l'incapacité à faire la distinction entre les investissements productifs dans l'économie réelle et les investissements spéculatifs sur les marchés financiers.

Les politiques fiscales actuelles encouragent les investissements en capital par des amortissements et de faibles taux d'imposition - qu'ils soient socialement bénéfiques ou socialement destructeurs.

Le divorce croissant entre les marchés financiers et l'économie réelle a conduit à des niveaux croissants d'inégalité et d'instabilité financière, qui polarisent la société et sapent les processus démocratiques.

affaires serait une contribution significative et substantielle à l'élaboration des fondements théoriques de l'évolution future de l'économie et de la société mondiales.

Bibliographie

1. Une question d'utilité (8 août 2015). The Economist Extrait de <https://www.economist.com/international/2015/08/08/a-question-of-utility>
2. Dixon, F. (2017). Changement de système de haut niveau : Protéger les entreprises et la société (High-Level System Change: Protecting Business and Society). Cadmus, 3, 3, 98-112.

3. Dixon, F. (2019). L'investissement dans le changement systémique et les objectifs de développement durable (System Change Investing and the Sustainable Development Goals. 6, 3, 98-117)
4. Durkheim, E. (1998). La division du travail dans la société (The division of labour in society). Basingstoke: Macmillan.
5. Fletcher, L. (2019). Les Hedge Funds se joignent à la chasse au « facteur » ESG. Le Financial Times. (Hedge funds join the hunt for the ESG 'factor'. The Financial Times.
6. Gierke, O. and Maitland, F. (1900). Théories politiques du Moyen Âge ... Traduit, avec une introduction, par (Political Theories of the Middle Age ... Translated, with an introduction, by) F.W. Maitland [from Das deutsche Genossenschaftsrecht]. University Press: Cambridge
7. Greenwood, D. (2005), Introduction aux métaphores du droit des sociétés (Introduction to the Metaphors of Corporate Law), Seattle Journal for Social Justice 4, 1: 1-31
8. Hodgson, G. (2002). La Nature Juridique de l'Entreprise et le Mythe de l'Hybride
9. Entreprise-Marché. Revue Internationale de l'Economie des Affaires (The Legal Nature of the Firm and the Myth of the Firm-Market Hybrid. International Journal of the Economics of Business,) 9(1), pp.37-60.
10. Harmon, F. G., & Jacobs, G. (1987). La différence vitale : libérer les pouvoirs d'un succès d'entreprise durable. (The vital difference: Unleashing the powers of sustained corporate success.) New York: AMACOM.
11. Jacobs, G., & Macfarlane, R. (1990). The Vital Corporation: Comment les entreprises américaines - grandes et petites - doublent leurs profits en deux ans ou moins.(The Vital Corporation: How American Businesses--Large And Small--Double Profits In Two Years Or Less.) Englewood Cliffs: Prentice Hall.
12. Johnson, I. & Jacobs. G. (2012). Crises et opportunités : un manifeste pour le changement.(Crises and Opportunities: A Manifesto for Change) . Cadmus, 1, 5, 11-25.
13. Jacobs, G. & Slaus, I. (2012). Le Pouvoir de l'Argent (The Power of Money) Cadmus 1, 5, 68-73
14. Jacobs, G., Nagan, W. & Zucconi, A, (2014). L'unification dans les sciences sociales : à la recherche d'une science de la société. (Unification in the Social Sciences: Search for a Science of Society.) Cadmus Journal, 2, 3, 1-22
15. Jacobs, G. (2016). Argent, marchés et pouvoir social (Money, markets and social power) Cadmus 2, 6, 20-42.
16. Jones, R. (2001). Encyclopédie de l'économie politique internationale (Encyclopedia of international political economy). London: Routledge.
17. Lawson, T. (2019). La nature de la réalité sociale : enjeux de l'ontologie sociale (The nature of social reality: Issues in social ontology.)

18. Merrill, S., Levin, R. and Myers, M. (2004). A patent system for the 21st century. Washington, D.C.: National Academies Press.
 19. New Internationalist. (2002). Une brève histoire des entreprises. [en ligne] Extrait de : (A Short History Of Corporations. [online] Retrieved from)
<https://newint.org/features/2002/07/05/history>
 20. Roberts, J. (2004). L'entreprise moderne : une conception organisationnelle axée sur la performance et la croissance (The modern firm: Organizational design for performance and growth.) Oxford: Oxford University Press.
 21. Rousseau, J.-J. (1950). Le contrat social et les discours.(The social contract, and Discourses.) New York: Dutton.Bottom of Form
 22. Smith, A. (1827). Une enquête sur la nature et les causes de la richesse des nations. (An inquiry into the nature and causes of the wealth of nations). Edinburgh: Printed at the University Press for T. Nelson and P. Brown.
 23. La connexion de Gênes (8 janvier 2009). The Economist, Extrait de (The Genoa connection (2009, January 8). The Economist, Retrieved from)
<https://www.economist.com/books-and-arts/2009/01/08/the-geoa-connection>
 24. Woodland, J. (2014). Money Pits: Les sociétés minières britanniques lors des ruées vers l'or californiennes et australiennes des années 1850 (Histoire économique et sociale moderne). Puits d'argent: (British Mining Companies in the Californian and Australian Gold Rushes of the 1850s (Modern Economic and Social History). Ashgate Publishing Group.
- About the Author(s)**